

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 12 Octobre.

EMPIRE FRANÇAIS.

Bois-le-Duc le 10 Octobre.

A R R Ê T É.

Nous préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'Empire, chevalier de la légion d'honneur, Vu la loi du 3 nivôse an 7, relative aux bases de la répartition de la contribution personnelle et mobilière.

Vu la lettre du directeur des contributions en date du 2 de ce mois, par laquelle il propose de maintenir le prix moyen de la journée de travail au taux réglé pour les années précédentes.

Arrêtons ce qui suit:

Art. 1. Le prix de la journée de travail destiné servir de base au répartition de la taxe personnelle pour l'année 1814 est fixé pour les différens cantons composant le département des Bouches du Rhin, conformément au tableau ci-après:

DINGSDAG den 12 October.

FRANSCH KEIZERRIJK.

's HERTOGENBOSCH, den 10 October.

A R R Ê T É.

Wij prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien de wet van den 3e nivôse 7e jaar, betreffende de grondslagen der verdeling van den personen en mobiliëren opbrengst.

Gezien de misive van den directeur der contributien d.d. 2 dezer maand, waarbij dezelve voorstelt de middelprijs der daglonen, volgens de begroting van vorige jaren te blijven behouden.

Arresteren het geen volgt:

Art. 1. De prijs van een dagloon, bestemd om als een grondslag te dienen in de verdeling oer begroting van het personeel voor den jaare 1814, is voor de onderscheiden kantons, uitmakende het departement der Bouches du Rhin, bepaald, overeenkomstig het tableau hierna volgende.

NOMS DES CANTONS. (NAMEN DER KANTONS.)	Taux de la journée. (prijs van elk dagl.)	NOMS DES CANTONS. (NAMEN DER KANTONS.)	Taux de la journée. (prijs van elk dagl.)
	Fr. Ct.		Fr. Ct.
Bois-le-Duc	1 .. 00	St. Oedenrode .....	.. 50
Bommel .....	.. 75	Gemerz .....	.. 50
Hensden .....	.. 75	Helmond .....	.. 50
Waalwijk .....	.. 75	Asten .....	.. 50
Tilbourg .....	.. 50	Grave	1 .. 00
Oisterwijk .....	.. 50	Boxmeer .....	.. 50
Boxtel .....	.. 50	Ravenstein .....	.. 50
Os .....	.. 50	Wichen .....	.. 75
Eindhoven .....	.. 50	Drunen .....	.. 75
Hilvarenbeek .....	.. 50		
Girschot .....	.. 50		

Art. 2. Expédition du présent sera adressée à MM. les sous-préfets qui lui donneront la publicité nécessaire. Il en sera également transmis une expédition au directeur des contributions.

Fait à Bois-le-Duc le 6 octobre 1813.
(Signé) FREMIN DE BEAUMONT.

Bois-le-Duc, le 9 Octobre 1813.
Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'Empire, chevalier de la légion d'honneur.
A MM. les maires du département.

Monsieur le maire,
L'honneur de vous adresser une ampliation de la circulaire de S. Exc. Mgr. le ministre de l'intérieur en date du 28 septembre 1813. Cette circulaire a pour objet d'informer les juifs de ce département qu'en conformité de la loi du 11 germinal an 11 et du décret du 20 juillet 1808 ils ont la faculté de choisir parmi les personnages de la bible, les prénoms qu'ils veulent donner à leurs enfans.

Je vous invite, Mr. le maire, à donner la plus grande publicité aux dispositions de la circulaire de S. Exc. et à en assurer l'exécution.
Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

(Signé) FREMIN DE BEAUMONT.
Paris, le 28 Septembre 1813.

Le Ministre de l'intérieur, Comte de l'Empire,
A MM. les Préfets des départemens.
Je suis informé, Monsieur, que des Officiers de

Art. 2. Een afschrift van het tegenwoordig arrêté zal gezonden worden aan de heeren sous-prefekten, welke daar aan de nodige publiciteit zullen geven. Er zal van gelijken een afschrift gezonden worden aan den directeur van de contributien.

Gedaan te 's Hertogenbosch, den 6 oktober 1813.
(geteekend) FREMIN DE BEAUMONT.

's Hertogenbosch, den 9 oktober 1813.
De Prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.
Aan de heeren maires van het departement.

Mijnheer de maire,
Ik heb de eer u eene ampliatie te doen toekomen van de circulaire van Z. Exc. den minister van binnenlandse zaken d.d. 28 september 1813. Deze circulaire heeft ten voorwerp de jooden van dit departement te doen weten, dat zy overeenkomstig de wet van den 11 germinal 11de jaar en het decreet van den 20 july 1808, de vryheid hebben om uit de personen in den bybel voorkomende zoodanige voornamen te kiezen, als zy begeren zullen aan hunne kinderen te geven.

Ik verzoek u, myn heer de maire, de meest mogelijke publiciteit aan den inhoud van de circulaire van Z. Exc. te geven en op de uitvoering van dezelve nankens niet te geven.

Ontvang de verzekering myner volmakste onderwerping.
(geteekend) FREMIN DE BEAUMONT.
Paris, den 28 september 1813.

De minister van binnenlandse zaken, eijbgraaf.
Aan de prefekten van de departementen.
Ik ben onderrigt geworden, myn heer, dat de officieren

l'état civil se refusent à admettre pour prénoms, sur les actes de naissance des enfans israélites qui leur sont présentés, les noms de personnages connus dans la Bible. Ils pensent que les seuls prénoms qu'on puisse adopter, doivent être pris dans le calendrier.

Cette opinion est contraire à ce que la loi du 11 germinal an II et le décret du 20 juillet 1808 ont réglé.

La loi du 11 germinal porte que les noms en usage dans les différens calendriers, et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne, pourront seuls être reçus comme prénoms; et le décret du 20 juillet, relatif aux Juifs, les a obligés à se conformer à cette loi.

Ils ont donc la faculté de choisir parmi les personnages de la Bible, qui fait partie de l'histoire ancienne, les prénoms qu'ils veulent donner à leurs enfans.

Je vous invite à donner des instructions à MM. les Maires de votre département, pour prévenir toute difficulté à cet égard, et à m'informer de ce que vous aurez fait.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

(Signé) MONTALIVET.

Pour ampliation,

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'Empire, chevalier de la légion d'honneur, (Signé) FRÉMIN DE BEAUMONT.

DECRET IMPÉRIAL qui détermine les Limites dans lesquelles il ne peut être élevé aucune construction autour des Places de guerre et Postes militaires.

Au Palais des Tuileries, le 9 décembre 1811.

NAPOLÉON, etc.

Sur le rapport de notre ministre de la guerre;

Vu la loi du 10 juillet 1791, le règlement du 22 germinal an IV, et les autres lois et ordonnances relatives au service des places et aux fortifications;

Vu nos décrets, du 10 fructidor an XIII, des 20 février et 20 juin 1810, et du 4 août 1811, relatifs aux travaux publics;

Considérant que ces lois, ordonnances et décrets fixent à un kilomètre (500 toises) la distance à laquelle il ne peut être fait autour des places de guerre, ni chemins, ni levées ou chaussées, ni amas de décombres et d'engrais, sans l'intervention de l'autorité militaire, et que nous avons étendu ces dispositions à tous les travaux publics;

Qu'il n'importe pas moins qu'il ne soit fait dans ce même rayon aucun bâtiment et clôture, spécialement autour des places de première ligne et de dépôt, et devant les fronts d'attaque des autres places;

Notre Conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1. Il ne pourra être élevé à l'avenir, et sous peine de démolition aux frais des contrevenans, aucun bâtiment, clôture ou autres constructions de quelque nature qu'elles puissent être, dans le rayon kilométrique,

1.° Des places de guerre et postes militaires en première ligne, sur les frontières et les côtes;

2.° Des places de premier ordre, et des places de dépôt, sur les frontières et des côtes, qui renferment un arsenal et autres établissemens d'armée, sur quelques lignes qu'elles soient situées;

3.° Du front d'attaque et des fronts collatéraux des places et postes situés en deuxième et en troisième ligne.

4.° Autour des autres fronts des places de deuxième et troisième ligne, et de toute autre place plus rapprochée des anciennes frontières; les dispositions de la loi du 10 juillet 1791 continueront d'être exécutées suivant ce qui est réglé ci-après;

Il ne sera construit aucun bâtiment en bois dans le rayon de 200 à 500 mètres, sans notre permission; et il ne sera jamais employé dans ces constructions; ni terre, ni maçonnerie, ni aucune autre espèce de matériaux incombustibles;

Il ne sera construit, entre la place et la ligne tracée à 200 mètres de la crête des chemins couverts, aucun bâtiment, clôture, ni fait de constructions d'aucune espèce, autres que des usines, et seulement avec notre permission, et après qu'il aura été constaté dans un procès-verbal tenu entre

van den burgerlyken staat weigerend zyn op de aktes van geboorte van joodische kinderen, welke hun aangeboden worden, namen van bekende personen uit den bybel toe te laten. Zy vermenen dat de namen die alleen aangenomen kunnen worden, namen uit den almanak moeten zyn.

Deze mening is by de wet van den 11 germinal 1808 en het decreet van den 20 july 1808.

De wet van den 11 germinal brengt mede dat de namen in gebruik zynde in onderscheide almanakken en die van personen bekend in de oude geschiedenis en alleen als voor namen mogen worden gebruikt, en het decreet van den 20 july betrekkelijk tot de jooden heeft hun verplicht zich na die wet te gedragen.

Zy hebben alzo de wyheid, om uit de bekende namen voorkomende in den bybel, welke mede tot de oude geschiedenis behoort, zoodanige voordamen te kiezen als zy zouden begeren aan hunne kinderen te doen aannemen.

Ik verzoek u, aan de heeren mairies van uw departement de nodige instructien te geven ten einde hier in geene zwaafigheden meer gemaakt worden en my te doen weten wat er door u ten dien einde verrigt is.

Ontvangt de verzekering myner volmaakte onderscheiding.

(Geteekend) MONTALIVET.

Pour ampliation.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer, (Geteekend) FRÉMIN DE BEAUMONT.

Keizerlijk decreet, waarbij bepaald worden de afstanden binnen welke men geenerlij bouwwerkingen, rondom de vesting- en militaire posten mag daarstellen.

In het paleis der Tuileries, den 9 december 1811.

NAPOLÉON, etc.

Op het rapport van onzen minister van oorlog.

Gezien de wet van den 10 july 1791, het reglement van den 22 germinal 4e jaar, en de overige wetten en ordonnantien, betreffende den dienst der vestingsteden en vestingwerken.

Gezien onze decreten van den 10 fructidor 13e jaar, 20 februarij en 20 juni 1810 en 4 augustus 1811, omtrent de openbare werken.

Overwegende dat de wetten, ordonnantien en decreten den afstand, binnen welke er om de vestingsteden, noch wegen, bedijkingen, gragten, noch poort en meschopen zonder verlof van de militaire overigheid, mogen daargesteld worden, op een kilometer (500 roeden) bepalen, en dat wij die bepalingen tot alle openbare werken uitgebrekt hebben.

Dat het van geen minder belang is, dat er binnen even gemelden omtrek geenerlij gebouw of beschutting gemaakt worde, vooral niet om de steden van de eerste linie en depot, en voor de fronten van attacke van andere steden.

Onzen staatsraad gehoord,

Hebben wij gederceerd en decreteren als volgt:

Art. 1. Er zal voortaan, op straffe van afbraak ten koste der overtreders, geenerlij gebouw, omschutting of andere bouwordeninge van welken aard ook, mogen gemaakt worden binnen den kilometerischen omtrek.

1.° Van vestingsteden en militaire posten van de eerste linie, leggende op de grenzen en kusten.

2.° Van plaatsen van de eerste order en van depot op de frontieren en kusten, welk een arsenal en andere leger-eablissementen, op welke linien die ook gelegen zijn hebben.

3.° Van de fronten van attacke en de zijfronten van plaatsen en posten die in de tweede en derde linie gelegen zijn.

2. Om de fronten der plaatsen van de 2e en 3e linien en andere plaatsen niet afgelegen van de oude frontieren, zullen de bepalingen van de wet van den 10 july 1791 in stand blijven, in voege zoo als hierna geregeld is:

1.° Er zal buiten onze toestemming, geenerlij gebouw van hout, in den omtrek van 200 a 500 meters, mogen daargesteld worden, en er zal nimmer in deze soort van bouwordeningen, aard of metselwerk, noch andere ontbrandbare materialen mogen gebezigt worden.

2.° Er zal tuschen de plaats en de linie, op 200 meters getrokken van de borsewering der bedekte wegen, geenerlij gebouw, omschutting of andere bouwordeningen, anders dan trafieken mogen geplaatst worden, en zulks enkel op onze toelating, en na dat het door een proces-verbaal tuschen den commandant van de genie, den ingenieur van

le commandant du génie, l'ingénieur des ponts et chaussées et le maire, qu'il s'agit d'un moulin, ou autre semblable usine, qu'elle est d'utilité publique, et que son emplacement dans le rayon de 200 mètres est nécessairement déterminé par quelque circonstance locale qui ne peut se rencontrer au delà de cette même limite.

3. Les dispositions qui précèdent s'appliqueront aux restaurations et réparations des bâtimens, clôtures et autres constructions existantes; sauf les modifications que nous jugerons n'être pas contraires à la défense.

Dans ce cas même, et à compter de la publication du présent décret, les propriétaires des bâtimens, clôtures et autres constructions restaurées ou réparées ne pourront prétendre à aucune indemnité pour démolition en cas de siège.

4. Les généraux commandant les divisions militaires et les départemens, et les directeurs des fortifications dans leurs tournées, les commandans d'armes, officiers et employés de l'état-major des places, et les commandans, officiers et gardes du génie, veilleront, par de fréquentes visites, à l'exécution du présent décret.

En cas de construction dans l'intérieur des bâtimens et enclos, les visites auront lieu avec le concours des autorités civiles et judiciaires, conformément aux lois et décrets sur les visites domiciliaires.

5. Les préfets, les sous-préfets et les maires, les procureurs généraux et impériaux, les commissaires de police, les officiers et sous-officiers de gendarmerie et tous autres officiers ou agens de la police civile et judiciaire, rempliront, tant pour l'exécution des dispositions du présent décret que pour la conservation des fortifications, bâtimens et terrains militaires, toutes les fonctions que les lois et décrets leur attribuent, à l'effet de réprimer, constater et poursuivre les délits contre la conservation des monumens publics et autres dépendances du domaine de l'état, soit qu'ils aient lieu d'agir à la réquisition de l'autorité militaire ou d'office, et en se concertant avec elle, conformément, à la loi du 10 juillet 1791, au règlement du 22 germinal an VI, à nos décrets du 10 fructidor an XIII, des 20 février et 20 juin 1810, et du 4 août 1811, et aux anciennes ordonnances sur le service et la police des places de guerre, lesquelles seront exécutées en tout ce qui n'est pas prévu par les lois, règlements et décrets précités et par le présent décret.

6. Notre grand juge ministre de la justice, et nos ministres de la guerre et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

(signé.) N A P O L E O N.

Par l'Empereur:

Le Ministre Secrétaire d'état,
(signé) le comte DARU.

PARIS, le 4 Octobre.

Le sénat s'est assemblé aujourd'hui, 4 octobre, à midi, sous la présidence de S. A. S. le prince archi-chancelier de l'Empire, qui a été reçu suivant les formes d'usage.

S. A. S. ayant pris place, a ouvert la séance et a dit:

„ MESSIEURS,

„ J'apporte au sénat d'après les ordres de S. M. l'Empereur et Roi, les pièces relatives à la guerre de l'Autriche et à celle de la Suède.

„ Cette communication, déterminée par les lois de l'état, et par la volonté du Souverain, n'a été retardée que par des accidens imprévus.

„ Des explications sur de si grands intérêts n'ajouteraient rien à la conviction que vous pulsez dans la connaissance des faits, qui seuls instruisent et que les raisonnemens ne suppléent pas.

„ Il est cependant, messieurs, une circonstance sur laquelle je m'arrête, et qui s'échappera ni à votre sagesse, ni aux regards de l'Europe.

„ La continuation de la guerre est contraire au vœu de S. M.

„ Elle a tout fait pour empêcher la reprise des hostilités; et lors même que l'espérance d'un rapprochement était perdue, vous verrez que l'Empereur a manifesté le desir qu'un congrès pût se réu-

bruggen en wegen en de maire gehouden, gebleken zal zijn dat het zake is van een molen of ander dergelijke trafik, dat dezelve voor het algemeen nuttig is, en dat deszelfs plaatling in den omtrek van 200 meters noodwendig is, uit hoofde van eenige plaatselijke onstandigheid, die men buiten die linie niet aantreft.

3. De bepalingen hier vooraf gaande, zijn ook toepasselijk op alle herstellingen en vernieuwingen van bestaande gebouwen, schuttingen en andere timmeragien, voorbehoudens de modificatie die wij oordeelen zullen niet met ons verbod te strijden.

In dit geval zelve, en te rekenen van de afkondiging van het tegenwoordig decreet, zullen de eigenaren van vernieuwde of herstelde gebouwen, schuttingen en andere timmerwerken, geene schadeoorsaking mogen worden wegens afbraak in geval van belegering.

4. De generaals kommanderende de militaire divisies en departementen, de directeurs der fortificatie werken in hunne rondtrogen, de wapen-commandanten, officieren en geëmployeerden bij den staf van de plaatsen, en de commandanten, officieren en gardes du génie, zullen alle gezamenlijk, door menigvuldige onderzoekingen, op de naauwkeuring van dit decreet letten.

Ingeval van bouwling binnen in die gebouwen en omschuttingen, zullen de onderzoekingen door de civiele en judicieele overheden, gelijkvormig aan de wetten en de wetten omtrent de huisonderzoekingen, ten uitvoer gebracht worden.

5. De prefecten, sous-prefekten en majors, de generale Keizerlijke procureurs, de commissarissen van politie, de officieren en onder-officieren der gendarmery en alle andere officieren of agenten van civile en judicieele politie zullen, zoo wat de uitvoering van het tegenwoordig decreet als de conservatie der fortificatie militaire gebouwen en gronden aangaat, alle de attributien naarkomen, welke de wetten en decreeten hen toezienden, ten einde de delicten tegen de bewaring der publieke gedenkstukken en andere dependencien van de Staats-domeinen begaau, te weerene doen blyken en te agtervolgen, te zy dat zulks ter instansie van de militaire overheid of amptshalve geschiede, en zich daar in niet de zelve te concurreren overeenkomstig de wet van den 10 july 1791, het reglement van den 22 germinal 4 jaar, onze decreten van den 10 fructidor 13 jaar, 20 february en 20 july 1810, en 4 augustu 1811 en de oude ordonnancien op den dienst van de Politie der vesting steden, dewelke zullen worden uitgevoerd in al het geene waarin door de voorgenoemde wetten, reglement, decreeten en het tegenwoordig decreet niet is voorzien.

6. Onze groot-regter minister van justitie en onze minister van oorlog en binnenlandse zaken, zijn ieder voor zoo veel hem aangaat, met de uitvoering van het tegenwoordig decreet belast; het welk in het bulletin der wetten zal worden gefereerd.

(geteekend) N A P O L E O N.

Van wege den Keizer,

De minister secretaris van staat,

(geteekend) De graaf D. A. V.

PARIS, den 4 October.

De senaat is heden, den 4 den october, op den middag onder voorzitterschap van Z. D. H. den prins aarts-burgerselier des Rijks, vergaderd geweest, dewelke met de gewone plegtigheden is ontvangen geworden.

Z. D. H., plaats genomen hebbende, heeft de zitting geopend en gezegd:

„ MIJNE HEEREN!

„ Ik breng den senaat, ingevolge de bevelen van den Keizer en Koning, de stukken over, betrekkelijk den oorlog met Oostenrijk en dien met Zweden.

„ Deze communicatie, die door de wetten van der staat bevolen en door den wil van den Souverein bepaald was, is slechts door onvoorziene toevallen vertraagd geworden.

„ Geene uipdiggingen over zulke groote belangen zouden iets bij de overtuiging vöegen kunnen, die gij uit de kennis der daadzaken zult putten, en welke alleen onderzoeven kunnen en welke door redkavelingen niet kunnen worden aangevuld.

„ Er bestaat onderzoeven, mijne heeren, eene onstandigheid, bij welke in mij ophoude en die noch aan uwe wijsheid, doch aan de blikken van Europa, zal ontsnappen.

„ De voortdurf van den oorlog is tegen den wensch van Z. M.

„ Hoogstdezelve heeft alles gedaan, om de hervatting der vijandelijkheden te voorkomen, en zelfs, roeh de hoop op eene toenadering verloren was, zult gij zien, dat nog de Keizer den wensch heeft aan den dag gelegd, dat er

nir encore et travailla sérieusement à concilier les intérêts des puissances belligérantes."

S. A. S. ayant cessé de parler, un de MM. les secrétaires a donné lecture des pièces officielles.

Après cette communication, le sénat, sur la proposition de S. Exc. M. le comte de Lacépède, président annuel, a délibéré de faire à S. M. l'Empereur et Roi, une adresse de remerciement, et a chargé le bureau de la rédiger.

(Moniteur.)

Du 6.

S. M. l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée, au 29 septembre 1813:

L'Empereur a donné le commandement d'un des corps de la jeune garde au duc de Reggio.

Le duc de Castiglione s'est mis en marche avec son corps pour venir prendre position sur les débouchés de la Saale.

Le prince Poniatowski s'est porté avec son corps sur Penig.

Le général comte Bertrand a attaqué, le 26, le corps de l'armée ennemie de Berlin, qui couvrait le pont jeté sur Wartenbourg, l'a forcé, lui a fait des prisonniers, et l'a mené battant jusque sur la tête de pont. L'ennemi a évacué la rive gauche, et a coupé son pont. Le général Bertrand a sur-le-champ fait détruire la tête de pont.

Le prince de la Moskwa s'est porté sur Oranienbaum, et le 7^e corps sur Dessau. Une division suédoise qui étoit à Dessau s'est empressée de repasser sur la rive droite. L'ennemi a été également obligé de couper son pont, et on a rasé sa tête de pont. L'ennemi a jeté des obus sur Wittenberg par la rive droite.

Dans la journée du 28, l'Empereur a passé la revue d'un corps de cavalerie sur les hauteurs de Weissig.

Le mois de septembre a été très mauvais, très pluvieux, contre l'ordinaire de ce pays. On espère que le mois d'octobre sera meilleur.

La fièvre bilieuse du prince de Nenchâtel a cessé: le prince est en convalescence.

S. M. l'Impératrice Reine et Régente doit présider...

(Journal de l'Empire.)

* * Le maire de la ville de Grave a l'honneur de prévenir le public que le vendredi 15 octobre 1813, à 11 heures du matin, il sera procédé à la maison commune à l'adjudication provisoire au rabais par voie de soumission, et huit jours après, savoir le vendredi 22 suivant, à celle définitive de la fourniture de deux mille cinquante deux mètres, ou trois mille aunes de toile blanche grisâtre et de trois cent quarante deux mètres, ou cinq cent aunes de toile grise de fabrique indigène pour le service des casernes, d'après les échantillons déposés au bureau de la mairie.

Ceux qui désireront se rendre adjudicataires de cette entreprise sont invités à prendre communication du cahier de charges au bureau de la mairie et à déposer leurs soumissions cachetées audit bureau avant les soirs du 14 et du 21 de ce mois.

* * MM. les Créanciers des sieurs Jean et François Aarts, à Bergeyk, sont invités à produire leurs titres de Créance dans le délai de 40 jours à dater du présent, entre les mains du sieur E. A. Rovers, demeurant à Eindhoven syndic, provisoire de la dite faillite, à l'effet de procéder à leur vérification.

E. A. ROOVERS.

* * La Commission d'instruction publique dans le ci-devant département de Brabant ouvrira sa session ordinaire de l'automne le mercredi 20 octobre présent mois, à l'hôtel du Lion d'Or, à Bois-le-Duc, à 10 heures du matin, à l'effet de procéder à l'examen de ceux qui voudront s'y soumettre.

Au nom de la commission,

A. J. BERKHOUT.

een congres bij een komen en ernstig arbeiden mogt, of de belangen der oorlogsvoerende mogendheden over een brengen."

Z. D. H. opgehouden hebbende te spreken, zoo heeft een der secretarissen de volgende officiële sukken voorgelezen.

Na die mededeeling heeft de senaat, op voordragt van Z. E. den graaf Lacépède, president van het loopend jaar besloten, om een dankadres aan Z. M. den Keizer en Koning te zenden, en heeft het bureau met het opstellen daarvan belast.

(Moniteur.)

Van den 6.

H. M. de Keizerin-Koningin en Regentesse heeft de volgende tijdingen, onder dagteekening van den 29 september van de gesteldheid van het leger ontvangen.

De Keizer heeft het bevel van een der korpsen van de jonge garde aan den Hertog van Reggio gegeven.

De Hertog van Castiglione is met deszelfs korps op marsch gegaan om stelling bij de débouchés van de Zaal te nemen.

De Prins Poniatowski is met deszelfs korps na Penig gemarcheerd.

De generaal graaf Bertrand heeft den 26e het vijandelijk leger van Berlijn, het welk de Brug bij Wartenbourg verdedigd, aangegrepen, hetzelfde geforceerd, enige gevangenen ontnomen en al veggende tot bij het Brugge heeft gewonnen. De vijand heeft de linker oever ontruimd en de Brug afgebroken. De generaal Bertrand heeft het Brugge hoofdadelijk doen vernielen.

De Prins van de Moskwa is op Oranienbaum aangeroken en het 7e korps op Dessau. Een Zweedache divisie welke te Dessau zig bevond heeft zig met overhaasting op de rechter oever van de rivier geworpen. De vijand is eveneens verplicht geweest deszelfs Burg af te breeken en heeft oogenblikkelijk het Brugen heeft geslegt.

De vijand heeft van den rechter oever eenige houwitzers in de stad Wittenbourg geworpen.

Op den dag van den 28e heeft de Keizer op de hoogte van Weissig de revue over het 2e korps van deszelfs cavallerie gehouden.

De maand September is zeer slecht en regenagtig tegen de gewoonte van dat land geweest. Men hoopt dat de maand October beter zal zijn.

De gal-koorts van de Prins van Neuschâtel is over; en de prins is aan de beter hand.

H. M. de Keizerin-Koningin en Regentesse moet...

(Journal de l'Empire.)

* * De Maire der Stad Grave verwittigd het publiek, dat aanstaande Vrijdag den 15 October 1813, op het Huis der Gemeente zal worden overgegaan tot de provisioneele, en agt dagen daarna te weten Vrijdag den 22 daaraanvolgende ten elf uren voormiddag, tot de finale aanbesteding bij wijze van inschrijving aan de minstaannemende, van het leveren van twee duizend twee en vijftig metres of drie duizend ellen blank grijs Linnen, en van drie hondert twee en veertig metres of vijf hondert ellen grijs Linnen van inlandsche Fabrieken, voor den dienst der Casernen, volgens de Monsterters welke op het Bureau der Mairie zijn voorgelegd.

De geenen welke tot deze aanneming genegen zijn, worden uitgenodigt om kennis te nemen van de Conditien van Aanbesteding, welke op het Bureau der Mairie voorleggen, en hunne inschrijvingen besloten in te leveren aan het Bureau voornoemd, voor den avond van den 14 en 21 dezer.

* * De heeren Crediteuren van Jan en Franciscus Aarts te Bergeyk, worden verzogt om hunne bewijzen van Schuldvorderingen binnen den tijd van 40 dagen, te rekenen van heden, in handen van den Heer E. A. Rovers, wonende te Eindhoven, als provisioneeelen Syndic van gezegd Faillissement, over te leggen, ten einde tot onderzoek derzelve te kunnen overgaan.

E. A. ROOVERS.

* * De Commissie van onderwys is het voormalig departement Brabant zal hare gewone najaars vergadering houden op woensdag den 20 oktober, in het logement des Gondenleeuw, te 's Bosch, en ten 10 ure 's morgens een begin maken met het onderzoek van die genen, welke zich tot het examen zullen aanbieden.

Uit naam der Commissie

A. J. BERKHOUT.